

Deffontaines Jean-Pierre, Paris, le 22 novembre 1995

J.P.D. — Je suis né en 1933 à Cusance, un petit village du Doubs. Mes origines sont donc franc-comtoises. Mon père était un universitaire, professeur de géographie. Il a fondé des Instituts de géographie dans plusieurs pays (le Canada, le Brésil notamment) et il a terminé sa carrière en Espagne, où il a été Directeur de l'Institut Français de Barcelone à une époque du franquisme où cet Institut était un des rares lieux d'expression de la culture catalane. J'ai fait mes études secondaires dans cette cité, au Lycée français. De retour en France après le Bac, j'ai poursuivi ma scolarité dans une classe préparatoire au Concours de l'Agro, au Lycée Saint-Louis à Paris où j'ai été pensionnaire. Je suis entré à l'Agro en 1955 ; ce n'était pas exactement la grande école dont j'avais rêvé : je souhaitais faire plutôt de la géologie mais j'étais aussi attiré par la forêt...

Parmi les quelques personnes qui ont joué un rôle dans mon orientation, je dois citer en premier lieu mon père qui avait une curiosité insatiable sur les faits géographiques, notamment sur les facteurs humains qui étaient intervenus dans la composition des paysages. Il avait une capacité étonnante à regarder et à faire part aux autres de ses observations. Ses quatre enfants ont été marqués par les rapports familiaux qu'il entretenait avec la géographie. Tous les dimanches, la famille partait arpenter la campagne catalane faisant en quelque sorte une « balade Deffontaines ». Les divers membres de la famille sont repartis tour à tour à Paris pour prolonger leurs études. L'attrance que j'avais pour la forêt vient sans doute de mon père, Pierre Deffontaines, dont le livre « *l'homme et la forêt* » a été publié l'année de ma naissance. Il a toujours été un homme de la forêt.

Je suis donc entré à l'Agro dont l'enseignement ne m'a pas passionné, hormis celui dispensé par R. Dumont. Ce professeur hors du commun me fascinait, il parlait d'espace, d'agriculture comparée et de développement. Pendant un temps mon objectif a été de travailler avec lui. Mais en 1961, de retour de vingt quatre mois d'Algérie, je suis allé le voir et lui ai fait part de mes intentions. Il m'a répondu : « *Deffontaines, c'est bien la dernière chose à laquelle vous devez songer ! Je suis un homme qui ne fait pas école ! allez donc voir mon collègue S. Hénin, dans le bureau d'à-côté : vous recevrez de lui une bonne formation !* ». Un peu déçu, je suis allé voir Hénin qui a accepté de me prendre comme assistant.

Hénin a été la troisième personne qui m'a marqué dans mon projet professionnel. Il m'a transmis une vision de la recherche très différente de celle à laquelle je m'attendais. Je ne souhaitais pas enseigner mais la recherche, telle que la concevait Hénin, m'attirait. Je le voyais régulièrement les samedis après-midi, j'étais impressionné par sa vaste culture. Ainsi j'ai appris qu'il avait fait une thèse avec Bachelard en 1944. Elle a fait depuis l'objet d'une publication : « *De la méthode en agronomie* » aux Editions L'Harmattan. Une anecdote me semble révélatrice des rapports que j'ai eus avec lui. Il m'a proposé un samedi de lire l'ouvrage d'un astrophysicien anglais, Sir Arthur Stanley Eddington. Je dois reconnaître que cet ouvrage ne m'inspirait guère. Je désirais, en effet, entrer de plain-pied dans l'agronomie. De plus, cet ouvrage était écrit en anglais, langue que je ne maîtrisais pas. Cela commençait mal. J'ai fini quand même par lire l'ouvrage et ai pris conscience d'une relation à la réalité des choses qui m'a depuis toujours servie. Schématiquement l'auteur suggérait l'intérêt qu'il y aurait à pouvoir disposer d'une sorte de galvanomètre permettant de faire l'économie de nos sens pour apprécier la réalité. Mais il concluait son propos, non sans humour, par cette remarque qu'il faudrait bien quand même lire ce galvanomètre. Tout ceci pour démontrer l'illusion qu'il y a à vouloir objectiver toute la réalité et pour insister sur la nécessité d'associer toujours dans la démarche scientifique les approches quantitatives et qualitatives.

Une ligne de forces, parmi d'autres, de l'enseignement de S. Hénin résidait dans sa notion de « profil culturel ». Fondée sur des aspects visuels, elle offrait un cadre très riche pour procéder tout à la fois à des hypothèses et à des vérifications.

D.P. — Peux-tu illustrer ton propos par des exemples marquants dont tu as gardé le souvenir ?

J.P.D. — Une relation particulière avec Hénin était liée à mon mode de travail sur le thème des potentialités agricoles régionales. Je partais, en été, avec un groupe d'agros pour plusieurs semaines d'enquêtes dans des petites régions, en Ardèche, dans le Jura, en Charente-Maritime. S. Hénin venait passer un ou deux jours à discuter sur place des méthodes, des acquis, des interprétations.

Je suis resté quatre ans avec lui comme assistant de la Chaire d'Agronomie et l'ai suivi au Centre INRA de Versailles en 1965, lorsqu'il est devenu responsable du Département d'Agronomie. Ma vision de ce Département était double, il y avait d'une part les fondamentaux du sol, tels que G. Pédro, J. Chaussidon, J. Mamy, de l'autre, les théoriciens de l'agronomie, G. Monnier, R. Gras, A. Féodoroff qui ont participé à la publication de l'ouvrage « *le profil cultural* ». Il y avait également L. Turc, l'homme de la formule. J'ai eu une relation permanente extrêmement enrichissante avec R. Gras. Comme je n'avais pu entrer dans le Département d'Agronomie, faute de poste, j'ai été affecté au Service d'Expérimentation et d'Information (SEI) que dirigeait alors J. Rebuschung, un vosgien et un généticien à l'esprit particulièrement ouvert. Je passais en 1966 mon concours de Chargé de Recherche.

Une quatrième personne a joué un rôle notable dans mon itinéraire professionnel. Il s'agit de A. Sournac, un agriculteur aveyronnais que j'avais rencontré dans le Ségala, lors de mon stage de première année à l'Agro. C'était un militant de la JAC, un syndicaliste, président du CETA de Najac, militant dans différentes instances professionnelles, puis responsable du SUAD de la Chambre d'Agriculture de l'Aveyron. C'est lui qui m'a en quelque sorte initié à ce monde agricole dont je n'étais pas originaire. Dans les années 1950, il a joué un rôle majeur dans l'émergence du syndicalisme agricole. Pendant les week-ends, il organisait des réunions dans les villages et invitait les agriculteurs à s'engager dans le syndicalisme. J'admirais ce militant rural et participais le plus possible à ses initiatives. Très sensible à l'évolution des pratiques des éleveurs et des agriculteurs et à l'amélioration de leur mode de vie, il n'hésitait pas à mettre la main à la pâte pour concevoir et travailler à la mise en place d'un véritable projet de société rurale.

Le dernier personnage qui m'a marqué sur le plan professionnel, a été un agriculteur de Cusance. Son itinéraire témoignait de sa très grande capacité à s'adapter à des conditions changeantes de l'environnement. Ayant débuté sa carrière comme bûcheron, il est devenu, par la suite, producteur de lait. La proximité d'une rivière lui a permis de créer une pisciculture. Son aptitude remarquable à bricoler m'a amené à m'interroger sur les connaissances scientifiques que j'avais pu acquérir et à réviser les idées que je me faisais alors du progrès. J'ai pris conscience que les hommes en situation étaient en mesure d'imaginer des solutions, d'envisager des ajustements, de réaliser des bricolages qui pouvaient avoir autant d'intérêt pour eux que des résultats de recherche proprement dits. Je me suis aperçu, en effet, que les possibilités de changer ou de modifier des choses dans le monde agricole ne venaient pas nécessairement de laboratoires prestigieux, mais pouvaient être aussi le fait de praticiens dans l'exercice quotidien de leur profession.

Ce sont sans doute les réflexions nées de ces rencontres qui sont à l'origine de mon intérêt pour une approche par les pratiques, de mon attirance pour l'ethnologie. J'ai toujours cherché, en effet, dans mon travail de recherche à comprendre comment et pourquoi les agriculteurs et les éleveurs faisaient ce qu'ils faisaient. Pendant longtemps, j'ai multiplié le nombre de mes points d'observations à la recherche de références dans l'espoir d'une connaissance plus large et plus complète. Mais j'ai ressenti progressivement la nécessité d'une construction plus solide et moins tributaire de l'occasionnel. C'était aussi ce vers quoi S. Hénin me poussait. Il encourageait ses élèves à se montrer curieux, mais exigeait d'eux qu'ils élaborent une architecture solide pour organiser et hiérarchiser leurs observations. C'est ainsi que j'ai eu recours pendant une dizaine d'années à la notion de profil cultural pour observer et comprendre les pratiques agricoles. La méthode consistait à faire un trou dans une parcelle et à retrouver dans la tranche de sol ainsi réalisée, la trace des interventions anciennes de celui qui l'avait mis en valeur, en vue de leur interprétation. Le profil cultural était un outil d'analyse qui avait l'avantage immense d'associer l'agriculteur à son utilisation. Il était une entrée en matière qui permettait de replacer ses pratiques dans le cadre d'un projet. Les agriculteurs ont, on le sait, une capacité remarquable à observer la surface de leur sol et ont recours pour ce faire à une multitude d'indicateurs visuels, mais confrontés à une tranche de sol, ils découvrent souvent avec

Mars 1964. Sur la ferme expérimentale de l'INA à Palaiseau. Examen d'un profil cultural sur la collection de graminées, mise en place par R. Delpech. Avec S. Hénin.



étonnement les effets de leurs propres pratiques dans un matériau meuble qui en a gardé la trace mais dont ils ont perdu le souvenir. Praticiens et chercheurs peuvent mettre à profit les ressources de cette mémoire pour échanger et en tirer des enseignements. Effectivement, il n'est pas rare de retrouver sur les profils étudiés des

informations données par les agriculteurs, à la suite d'enquêtes adéquates. Les discordances qui peuvent survenir entre les faits observés et les renseignements oraux recueillis, peuvent venir d'erreurs faites par les agriculteurs interrogés ou de normes régionales ou locales qu'ils étaient tenus de respecter. On perçoit l'influence des conseillers ou des organismes de développement.

Le profil cultural est à la fois un outil d'analyse qui est à l'origine de réflexions sur la théorie de l'observation agronomique et un cadre de discussion permettant d'échanger des savoirs différents sur une même réalité. Il permet d'appréhender les pratiques qui sont mises en oeuvre sur un territoire, d'organiser des débats sur la résultante de leurs effets avec et entre les acteurs intéressés, qu'il s'agisse des agriculteurs ou de leurs conseillers.

D.P. — Les sols reflètent certes dans leur état, dans la façon dont leurs éléments s'organisent et sont structurés, les pratiques qui leur ont été appliquées. Mais tu nous fais part aussi de ton désir de mieux appréhender les projets dans lesquels ces pratiques trouvaient place et sens. La notion de projet à laquelle tu te réfères, demande, me semble-t-il, quelques éclaircissements supplémentaires. Ces projets sont-ils le fait d'individus ayant contribué individuellement ou collectivement à leur élaboration ou ne sont-ils que l'expression des contraintes économiques auxquelles ils sont soumis et des normes qui leur sont imposées par l'appareil d'encadrement agricole, faisant en sorte par exemple que les petits paysans ne peuvent produire, dans certaines régions, que du lait alors que les autres ont les moyens d'envisager d'autres spéculations ?

J.P.D. — Le constat convergent entre plusieurs collègues était que l'intelligibilité des pratiques mises en œuvre se situait dans une vision des agriculteurs et des éleveurs sur leur exploitation. Michel Petit exprimait ainsi ce constat : "*les agriculteurs ont de bonnes raisons de faire ce qu'ils font*". Avant toute proposition de changement il convient de connaître ces raisons. Ce sont elles que l'on désignait par le terme de projet. La relation entre pratiques et projet était exprimée de la façon suivante : "connaître le projet par les pratiques, comprendre les pratiques par le projet". Au départ, la notion avait une dimension surtout individuelle ; plus tard, se sont greffées des dimensions plus collectives.

D.P. — Comment as-tu vécu ton passage de la Chaire de l'Agro au Centre INRA de Versailles ?

J.P.D. — Je suis passé en 1966 d'une petite structure de l'Agro à un ensemble plus vaste et qui avait de nombreuses relations avec la profession et avec d'autres instances scientifiques. S. Hénin et J. Rebischung m'ont incité très vite à participer aux réflexions qui étaient menées par l'ANDA et par les Instituts Techniques comme l'IGER avec J. Richard, dans le cadre du groupe G8, sur les moyens du développement. Les remplacements de J. Rebischung que j'étais tenu de faire dans ces organismes ont contribué beaucoup à ma formation, à mon goût du terrain, et à une connaissance des dimensions politiques de ces instances, de même qu'à une interrogation permanente du rôle de la recherche dans ce jeu de pouvoir.

Le SEI (Service d'Expérimentation et d'Information) avait été créé, l'année précédente, au dépens de la SARV (Service d'Application de la Recherche à la Vulgarisation). Très lié aux Directions des

Services Agricoles (DSA), il avait vocation à jouer un rôle d'interface entre la recherche et la profession ; en réalité il était peu inséré dans la recherche.

J. Rebischung avait accepté d'en assurer la direction. C'était un homme très différent de S. Hénin. Il avait le désir d'intégrer ce nouveau service dans la recherche en lui assignant une mission tournée davantage vers l'expérimentation que vers l'information. J. Rebischung répartissait entre ses subordonnés des articles qui devaient refléter les résultats de la recherche dans les domaines les plus divers ; nous avions à rédiger sur des petites fiches signalétiques ou analytiques les différents articles. Il les revoyait et les complétait au besoin. Sa capacité de travail était considérable. Ces fiches alimentaient les Services de Documentation des DSA, des Chambres d'Agriculture, des Lycées Agricoles, des Instituts Techniques... Sur le plan de l'expérimentation il s'est employé à redéfinir les programmes des domaines cédés à l'INRA par le Ministère de l'Agriculture : celui de Mirecourt en Lorraine, ceux de Saint-Laurent-de-la-Prée et de Saint-Pol-de-Léon dans l'Ouest de la France, celui de Marcenat dans le Massif Central, et de Gotheron et d'Alenya dans le Sud-Est. Peu attiré personnellement par l'expérimentation, j'ai entrepris de développer une approche parallèle que j'ai intitulée "Analyse de situations et diagnostic régional". Cette approche reposait au départ sur des enquêtes en exploitations. Une difficulté a été de créer des relations entre ces deux sources d'informations complémentaires que constituaient l'expérimentation et l'analyse des situations régionales. La Station de Versailles participait à la conception et à la mise en place des protocoles expérimentaux dans les domaines. Ceux-ci étaient considérés davantage comme des terrains d'exercice réservés aux chercheurs spécialisés de l'INRA que comme des lieux visant à répondre à des problèmes qui se posaient aux agriculteurs dans les régions.

Le statut de service qui avait été donné au SEI était un handicap dans la mesure où nos travaux n'étaient pas considérés comme issus d'une activité de recherche. S. Hénin était parmi les seuls à soutenir que ce type d'activité relevait effectivement d'une démarche scientifique.

En 1966, la profession agricole a repris en main toutes les activités contribuant au développement, qui étaient antérieurement dévolues aux instances départementales (les Directions des Services Agricoles). Les demandes adressées par la profession à l'INRA se sont alors multipliées, transitant notamment par les Chambres d'Agriculture. L'idée d'instituer une sorte de va-et-vient entre les domaines expérimentaux et les espaces agricoles des alentours s'est développée dans l'est de la France où se trouvait notamment le domaine de Mirecourt. Mais les partisans des expérimentations étaient plus nombreux que les adeptes des enquêtes sur le terrain et la petite équipe que nous formions a eu beaucoup de difficultés à se faire entendre au début. Pour la plupart des chercheurs de l'INRA les enquêtes auxquelles nous procédions procédaient d'une activité journalistique ; elles relevaient au mieux de la géographie, au pire de la poésie ! Je me souviens notamment de l'interrogation de J. Poly dans les années 1980 au retour d'une longue enquête dans le village de Salmé, situé dans les Moyennes Collines du Népal : "*alors, ce trekking universitaire !*" Heureusement les rapports entre Hénin et Rebischung étaient très bons. Les deux hommes s'appréciaient, ils se parlaient souvent sans s'écouter toujours. Hénin avait structuré son Département d'Agronomie en trois niveaux : le fondamental, l'expérimental, et l'enquête de terrain. Mes travaux et mes centres d'intérêt se situaient très clairement dans ce troisième niveau avec Pierre-Louis Osty et le soutien de R. Gras. S. Hénin cherchait à faire le lien entre ces différents niveaux. Dans cette perspective j'ai vécu en 1971 la tentative de formalisation de ces niveaux et de leurs interactions dans l'essai de programmation de la recherche dans le Département d'Agronomie par la construction d'un graph. Cela se passait avec R. Gras, J. Mamy, L. Turc et D. Maquart.

Le travail d'enquête que nous avons entrepris supposait l'existence de relations étroites avec divers organismes professionnels comme les Centres d'Etudes Techniques Agricoles (CETA) que B. Poullain avait créé en 1946 et qui concernaient une frange d'agriculteurs progressistes avec lesquels Hénin collaborait.

Des relations se sont dès lors rapidement établies avec des enseignants, notamment à l'ENSSAA de Dijon, Jean-Henri Teissier et Joseph Bonnemaire en zootechnie, mais aussi avec M. Petit et A. Brun en économie. Une équipe s'est mise en place qui s'est appelée le groupe INRA-ENSSAA. Son existence reposait à la fois sur un constat et sur une question. Le constat était qu'un grand nombre d'agriculteurs se trouvait à l'évidence en dehors des circuits du développement. Nous distinguions le développement comme processus et le développement comme institution. Pourquoi les agriculteurs se montraient-ils si distants à l'égard des voies officielles de progrès ? Pour répondre à cette question,

l'analyse de situations concrètes locales examinées dans une perspective globale et faisant appel à différentes disciplines paraissait indispensable. Ce type d'approche pouvait s'avérer bénéfique pour la recherche en faisant remonter vers elle des questions correspondant aux réelles difficultés rencontrées par les agriculteurs. Il répondait par ailleurs à l'attente de plusieurs membres de l'équipe qui étaient intéressés par la perspective de travailler dans des régions de montagne sur des agricultures en proie à des difficultés et délaissées jusque là par les organismes de recherche et de développement. Avant le groupe INRA-ENSSAA qui s'est interrogé plus particulièrement sur l'évolution et le devenir de l'agriculture dans les vallées vosgiennes, j'avais entrepris des travaux en Ardèche avec C. Pourrat, puis dans le Champsaur (Hautes Alpes) et au Pays Basque où j'avais rencontré M. Salmona. J'avais observé chez certains agriculteurs des résultats très satisfaisants ; par exemple des rendements assez élevés en orge et en blé en Haute Ardèche. Je pensais qu'avec une bonne connaissance de la diversité des situations et des pratiques, il était possible d'arriver à généraliser ailleurs les meilleurs résultats. Je m'appuyais sur les travaux de J. Chombart de Lauwe notamment sur son ouvrage "Nouvelle gestion des exploitations agricoles" paru en 1963. L'approche en terme de potentialités s'est précisée en partant de l'analyse des usages et des usagers ; il ne convenait plus en effet de parler de "vocations des sols". Il n'existait pas de potentialités sans usagers.

Mais il fallait se rendre à l'évidence : les agricultures de montagne n'intéressaient personne à l'INRA. Une anecdote illustre ce désintérêt. J'avais rencontré un jour le responsable du Département d'Economie D.R. Bergmann et lui avais demandé si un économiste ne pourrait venir travailler avec moi en Ardèche. Je lui avais fait part de notre démarche d'observation et d'enquête sur le terrain. J'avais eu droit à une réponse cinglante et sans appel : "*Deffontaines, descendez en dessous de six cents mètres pour que l'on s'intéresse à vous*".

D.P. — Peux-tu revenir un peu sur les centres d'intérêt du groupe INRA-ENSSAA dans les Vosges et reconstituer sommairement la chronologie des divers chantiers qui y ont été ouverts ? Ont-ils tous répondu aux espoirs qui avaient été mis en eux ou certains d'entre eux se sont-ils révélés à l'expérience décevants ?

J.P.D. — Les travaux du groupe INRA-ENSSAA se sont principalement déroulés dans le département des Vosges. À l'origine se situe le travail d'une stagiaire de M. Petit sur la comparaison d'un groupe d'agriculteurs dans et hors CETA. Cette initiative nous a mis en relation avec Somesthay, conseiller agricole de Meurthe-et-Moselle avec qui le groupe a engagé un travail de modélisation des pratiques de pâturage chez un éleveur, M. Dussaucy. C. Millier, mathématicien, s'est joint au groupe. À la demande du Comité de Développement du Canton de Rambervilliers s'est ensuite engagé un vaste travail collectif de caractérisation de la diversité des situations d'agriculteurs. À partir d'un échantillon aléatoire a été réalisée une première typologie des exploitations en 1970. Cette analyse a précisé quelles exploitations étaient "hors Développement" et a conduit à une démarche prospective, une prévision de ce que nous désignons par le "système famille-exploitation". Un retour sur ces exploitations, dix ans après, en 1980, a permis une évaluation de la démarche prédictive de 1970 et a suggéré des évolutions de la méthode de travail. C'est en 1975 que la Chambre d'Agriculture des Vosges, avec qui de nombreux contacts avaient été établis à l'occasion du programme Rambervilliers, a interpellé le groupe sur l'avenir de l'agriculture dans la montagne vosgienne dont le territoire agricole se réduisait telle une peau de chagrin. Le programme qui s'intitule "Pays, paysans, paysages" a constitué une avancée méthodologique par la prise en compte, au-delà des exploitations agricoles, de "terroirs" dont la dynamique ne résultait pas seulement des évolutions individuelles, mais de facteurs collectifs comme les stratégies communales, les soutiens institutionnels, les relations entre exploitations, les activités non agricoles... Le programme s'est achevé sur une publication ayant le nom de la recherche et qui a fait date au moins dans la vie du groupe. Une question demeurait toutefois : celle de l'effet réel de telles recherches-actions sur l'évolution des agricultures et des paysages.

D.P. — L'originalité de la démarche de votre groupe a reposé beaucoup, me semble-t-il, sur l'inversion des rapports de subordination qui étaient établis jusque là entre le développement et la science et l'existence de rétroactions.



Septembre 1977. Dans le Massif des Vosges du sud.
Diagnostic d'un terroir. De gauche à droite : B. Jeannin,
P.L. Osty, Y. Houdard, J. P. Deffontaines, M. Petit, A. Brun.
Au premier plan un conseiller de la Chambre d'Agriculture
du Département des Vosges.

J.P.D. — Avec le groupe INRA-ENSSAA, l'approche des agricultures locales s'est faite en relation étroite avec les organisations professionnelles, les agents du développement. C'était la période des Plans de développement et des discussions sur l'utilité de conseillers généralistes dans les Chambres d'Agriculture. Dans ce débat notre proposition a été bien accueillie. Nous n'avions pas de compétences particulières sur telle ou telle production, mais nous entendions aborder les problèmes au niveau des exploitations et dans le cadre du territoire. Il nous apparaissait utile en effet de rendre compte de la diversité des situations, de découvrir les dynamiques et les problèmes de fonctionnement. Nous nous insurgions contre le schéma descendant classique : l'innovation technique et le progrès social ne peuvent venir que de la Recherche ou encore "la Recherche propose, les Organisations Professionnelles diffusent, et les Agriculteurs mettent en œuvre". Le changement de paradigme auquel nous adhérons a suscité une levée de boucliers à l'intérieur de l'Institution INRA et aurait été vite intenable sans les soutiens solides de Hénin, de Rebuschung et des enseignants de l'ENSSAA, mais aussi de J. Bustarret, Directeur de l'INRA. Nous ne disposions d'aucune tribune pour publier nos travaux, faire connaître et élargir le champ de nos réflexions. Heureusement, S. Hénin, membre de l'Académie d'Agriculture, nous a aidé à publier dans les Cahiers de l'Académie, mais également dans d'autres revues comme le BTI ou la Revue Fourrages, dont A. Hentgen s'est occupé de 1960 à 1985.

D.P. — L'analyse détaillée des systèmes d'exploitation à laquelle vous avez accordé une grande importance a facilité vos rapports avec les représentants d'autres disciplines. Peux-tu expliquer les rapprochements qui se sont développés, la façon dont des convergences se sont peu à peu établies ?

J.P.D. — Pour qui s'intéressait au développement l'approche par le territoire pouvait compléter utilement la démarche agronomique à laquelle nous étions habitués. L'intérêt que nous portions au territoire et aux pratiques des agriculteurs et des éleveurs nous a rapproché des géographes (G. Bertrand, G. Sautter, puis Ch. Blanc-Pamard, N. Mathieu), mais aussi des représentants d'autres sciences humaines (A. Barthez, M. Jollivet, J.P. Prod'homme, M. Salmona...). Échanges et discussions se sont approfondies au cours des stages de l'APCA qui étaient organisés à Trie-Château pour former des Conseillers généralistes. Ces rencontres nous ont permis notamment de discuter et travailler avec des chercheurs comme J.P. Darré et P. Spinat.

D.P. — Les évènements qui ont eu lieu en 1968 ont-ils eu un impact sur tes orientations ultérieures ?

J.P.D. — Les travaux que j'avais entrepris se sont trouvés confortés par les idées qui se développaient après 1968. Le Centre de Versailles s'est intéressé, à cette époque, aux recherches du SEI. Des rencontres entre chercheurs de disciplines différentes ont été organisées, même avec des scientifiques qualifiés de "pointus" comme J. Mamy et J. Froc (syndicalistes par ailleurs à la CGT), P. Chartier et P. Cruiziat (à la CFDT), ou d'autres comme Moreau, Roux ou F. Rapilly. Mais les échanges de vues et les discussions animées au départ se sont révélés à la longue assez décevants. C'est ainsi qu'au sein même de la CFDT, syndicat auquel j'ai toujours été affilié, j'ai découvert avec surprise des résistances à des évolutions qui me paraissaient plutôt à encourager. Un exemple parmi d'autres : la création d'un statut d'agriculteur-chercheur. Depuis plusieurs années, un fils d'agriculteur, B. de Verneuil travaillait en Corse avec nous de façon très efficace. Son père étant décédé, il se devait de reprendre l'exploitation familiale. Il pouvait s'en occuper à mi-temps, l'autre mi-temps étant consacré à du travail au sein de notre équipe de recherche. Cette situation pouvait être bénéfique à la fois pour l'INRA et

pour l'intéressé. Nous savions par expérience l'intérêt de travailler avec des gens connaissant bien les problèmes des exploitations agricoles, ainsi des agents de l'équipe du SEI comme Y. Houdard, B. Teilhard de Chardin, L. Damour ou B. Tartièrre avaient travaillé longtemps dans le cadre de fermes expérimentales de l'INRA. Mais les syndicats se sont foncièrement opposés à toute démarche faite en vue de la légitimation de ce nouveau statut.

Les discussions qui ont eu lieu en 1968 ont contribué à faire connaître au sein de l'INRA les axes de recherche nouveaux suggérés par la DGRST. Elles nous ont aidé à mieux faire connaître nos travaux à l'extérieur et nous ont permis d'esquisser des collaborations avec des chercheurs d'autres disciplines.

D.P. — L'équipe dans laquelle tu as travaillé a grossi au cours du temps et a vu ses contours et ses centres d'intérêt se modifier. Peux-tu essayer d'en retracer brièvement un historique en t'attardant un peu sur sa composition et la nature de ses différents apports ?

J.P.D. — L'équipe du SEI comprenait le groupe de l'expérimentation dont A. Hentgen et B. Jeannin avaient la responsabilité, avec à Versailles Y. Houdard et B. Teilhard de Chardin. Dans les domaines, il y avait du monde. Un autre volet était l'équipe travaillant sur l'analyse de situation en région ; y participait P.L. Osty. Il avait travaillé chez S. Hénin avec G. Monnier qui entretenait alors de nombreux rapports avec les CETA. Ce petit noyau participait au groupe INRA-ENSSAA qui comprenait M. Petit, A. Brun, J.H. Teissier, J. Bonnemaire, plus tard J. Brossier et M. Roux. Le noyau de Versailles s'est étoffé avec la participation de C. Raichon, H. Moisan, M. Benoît et plus tard C. Laurent et E. Landais.

D.P. — Tu as évoqué précédemment le soutien de la DGRST. Cet organisme ministériel qui a joué un rôle très important dans le développement des recherches en France au début de la Cinquième République. Divers Comités se sont succédé dans lesquels tu as eu l'occasion de siéger. Comment est-on passé de l'un à l'autre ? Pourquoi ont-ils changé de nom ? Peux-tu essayer de retracer sommairement les idées neuves qu'ils se sont efforcés d'insuffler, les programmes de recherche qu'ils ont eu à cœur de faire aboutir ? La genèse de ceux-ci est-elle à rechercher dans des changements concomitants dont l'agriculture aurait été l'objet ou dans des crises fâcheuses qu'elle aurait traversées ? Quelle a été l'attitude des divers Départements de l'INRA à l'égard de ces bailleurs nouveaux de fonds qui étaient soupçonnés toujours de vouloir empiéter sur leurs prérogatives ?

J.P.D. — Une forme de soutien important à nos travaux, dans les années 1970, est venue effectivement des Comités successifs de la DGRST auxquels J. Rebuschung m'a demandé de participer. Au début il s'agit d'un comité biotechnique : le Comité Lutte Biologique (LB). Suit, de 1972 à 1982, le Comité Equilibre et Lutte Biologique (ELB) ; le Président est P. Grison. ELB finance des actions de recherche et "l'orientation demeure l'écologie mais avec une plus grande intégration de l'homme". Les problèmes d'interdisciplinarité sont largement débattus. Un nouveau Comité est créé de 1976 à 1979, dénommé Gestion des Ressources Naturelles Renouvelables (GRNR) ; le biologiste Sauvage en est Président. Les thèmes abordés sont : l'évaluation des potentialités des milieux et la nécessité de fournir des éléments d'appréciation des possibles aux populations et aux responsables de l'aménagement du territoire. Le Comité suivant, de 1980 à 1982, est intitulé : Ecologie et Aménagement Rural (ECAR), il est présidé par le géographe Olivier Dollfus. L'action concertée s'oriente vers quelques grands thèmes : les relations herbe-animal, le maintien de la fertilité, les usages multiples du territoire. Des réflexions méthodologiques s'engagent sur le passage de la recherche au développement et sur l'espace. Enfin, de 1982 à 1986, le Comité Diversification des Modèles de Développement Rural (DMDR) est présidé par un sociologue, M. Jollivet. Les modèles abordés sont ceux de l'agriculture biologique, des grandes cultures, des zones défavorisées, de la forêt paysanne, des multi usages du territoire. Une volonté est d'associer des représentants du monde agricole.

En fait, pendant vingt ans, se sont construites progressivement des relations interdisciplinaires entre sciences biologiques et de la terre et sciences humaines dans lesquelles l'agronomie apparaissait pouvoir jouer, dans certaines conditions, un rôle d'interface. L'ouvrage "Les passeurs de frontières" (1992), dirigé par M. Jollivet, retrace et analyse cette évolution.

Cette succession de Comités dénote une évolution intéressante ; les deux premiers étaient présidés par des écologues à esprit ouvert, le suivant, ECAR, par un géographe, puis enfin DMDR, par un sociologue. On perçoit clairement une ouverture progressive vers une intégration des sciences humaines. Cette évolution ne s'observait pas dans l'Institution INRA.

Il faut signaler également, à l'initiative du Secrétariat Général au Haut Comité de l'Environnement, la création du Comité Espace et Cadre de Vie (ECV), de 1974 à 1981, qui lance un programme de recherche portant sur l'espace, considéré comme cadre mais aussi facteur et produit des activités individuelles et collectives de l'homme. De même parallèlement, à l'initiative de la CEE, est créé de 1975 à 1983 le Comité Land Use and Rural Resources auquel je participais dans le cadre d'un groupe sur le thème "Integrated Rural Development" (IRD).

D.P. — La création du SAD qui s'est faite en 1979 à l'initiative de quelques chercheurs de l'INRA et avec le soutien de J. Poly n'est pas indépendante des travaux qui ont été financés par ces Comités de la DGRST. Peux-tu reprendre l'historique de ce Département qui s'est substitué au SEI, exposer les raisons qui sont intervenues dans sa mise en place, rappeler les divergences de vues que celle-ci a fait naître au sein de l'INRA.

J.P.D. — À la mort de Rebuschung en 1977, Hentgen accepte de prendre la direction du SEI. S'engage alors une réflexion sur son avenir dans le cadre d'un collectif appelé le groupe Bouchet (voir encadré rédigé par Hentgen).

Hentgen et moi, soulignons quelques points importants de cette étape clé pour la création du SAD :

- Au départ, le groupe Bouchet avait été constitué pour réaliser, très rapidement, un audit du SEI. Beaucoup de ses membres le pensaient et ont été surpris par la durée et la nature des débats (près de deux ans). Poly a manifesté plusieurs fois son impatience, lui qui avait créé ce groupe pour ventiler les moyens du SEI entre certains Départements très preneurs : Zootechnie, Amélioration des Plantes, Agronomie, Phytopharmacie...

- Nous avons tous les deux convaincu Bouchet d'élargir la réflexion et de ne pas se faire piéger en se limitant à un audit du SEI. Nous pensions que c'était une occasion inespérée de préciser la position de l'INRA face au Développement agricole, d'où cette longue période d'enquêtes auprès d'Institutions diverses : ANDA, Instituts Techniques, FORMA, FNSEA, APCA, DGPE, DGER, DGRST... et auprès de certaines personnalités de l'INRA : S. Hénin, A. Cauderon, P. Mansat...

- L'élargissement aux "systèmes agraires" est dû aux contacts et engagements que j'avais pris auprès des Comités de la DGRST et à la position de certains membres de ces Comités, comme M. Jollivet, P. Grison, Lefevre, J.M. Legay, N. Decourt...

- Le scepticisme a prévalu au sein de l'INRA à l'annonce de la création du SAD. Poly lui-même n'a pas manifesté un enthousiasme délirant ; le choix de B. Vissac comme Chef de Département a facilité nos rapports avec lui par la suite. J. Poly restait beaucoup plus favorable aux propositions de R. Jarrige avec une "vision descendante" du développement. Cela ne coûtait pas cher de changer de ligne budgétaire en se contentant d'affecter au nouveau Département les moyens existants du SEI : personnel, équipement et budget de fonctionnement.

- La création d'un Département de Recherche, à l'initiative de chercheurs de base, a été une première à l'INRA et peut être évoquée pour illustrer une certaine "démocratisation des structures".

D.P. — Les travaux que le SAD se proposait d'effectuer sur les processus de développement et les facteurs, qui pouvaient les freiner ou leur faire entrave, avaient-ils une portée plus large que le territoire de l'hexagone ?

J.P.D. — Les travaux du SAD ont toujours eu des points d'appui dans et hors de l'hexagone. À l'origine de cette dualité on retrouve S. Hénin, Responsable des agronomes de l'ORSTOM. Il orientait M. Sébillotte sur la Côte d'Ivoire, j'étais en relation avec le CRA de Bambey au Sénégal et avec l'équipe de Tananarive. Puis ce sont les Comités DGRST qui ont soutenu les recherches interdisciplinaires longues menées dans les "paysannats de grands versants", dans les Andes péruviennes au village de San Juan et dans les Moyennes Collines du Népal, dans celui de Salmé. Le groupe INRA-

Le groupe Bouchet

En 1977, J. Rebischung meurt d'un cancer.

J. Poly me demande d'assurer l'intérim à la Direction du SEI (J. Rebischung m'avait déjà confié, en 1973, la Direction de la Section Centrale de Versailles et du Service de Documentation).

Très vite J. Poly me précise que son projet sur le SEI est, en réalité, de ventiler ses moyens (personnel et Domaines) entre certains Départements de Recherche demandeurs et me demande que tout soit fait en douceur. Le point de vue défendu par R. Jarrige d'affecter à chaque Département des "ingénieurs d'aval" dans les secteurs de Production végétale et animale semblait avoir été retenu. C'était retourner à la case départ et faire une croix sur les acquis du SEI et les percées réalisées par l'équipe INRA-ENSSAA ! Cette dernière avait une avance méthodologique en matière de compréhension du fonctionnement des exploitations d'une petite région (typologie) et des rapports entre activité agricole et aménagement du territoire. Ce type de recherches était vivement encouragé par divers Comités de la DGRST (Direction Générale de la Recherche Scientifique et Technique).

J'ai personnellement insisté auprès de J. Poly pour qu'il diffère sa décision et prenne le temps d'engager, au sein de l'INRA, une réflexion générale sur le rôle que l'institut pouvait jouer en confortant des recherches pluridisciplinaires à finalité de développement.

Sans les compétences et le soutien de J.P. Deffontaines qui m'a accompagné dans mes démarches, je pense que ma résistance aurait été rapidement annihilée.

J. Poly a accédé à notre demande et a accepté de créer une Commission chargée d'examiner les rapports Recherche-Développement. Il a nommé l'Inspecteur Général, R. Bouchet qui s'était illustré comme chercheur en Bioclimatologie et qui avait été administrateur du Centre INRA. Je le connaissais donc bien, en tant que chef de Service dans ce Centre et l'appréciais pour ses qualités humaines et son ouverture d'esprit. Le courant est passé immédiatement et, en tant que Secrétaire de cette Commission, je n'ai pu qu'apprécier nos échanges cordiaux, francs et constructifs.

Cette Commission comprenait des chercheurs INRA de diverses disciplines.

Très vite j'ai insisté auprès de R. Bouchet pour que les travaux de cette Commission ne se limitent pas à un audit du SEI, comme certains membres l'avaient cru, mais abordent bien le problème de fond : les relations Recherche et Développement. C'est dans cet esprit que des consultations de responsables d'organismes professionnels (ANDA, FNSEA, APCA, Institut Techniques, Industriels de l'Agriculture...) et Publics (Enseignement Supérieur Agronomique, FORMA, DGRST...) ont été réalisées : nous avons constitué des couples d'interviewers et en Commission, nous examinons ensuite les réflexions et réponses des interviewés à la question : "*Comment voyez-vous vos rapports avec l'INRA ?*"

Au sein de l'INRA il existait un malaise latent lié au difficile équilibre à garder entre recherche fondamentale et recherche finalisée. Le détruire en faveur de l'une ou de l'autre compromettrait la raison sociale de l'Institut : devenir un Institut Technique ou au contraire conduire à une fusion avec le CNRS.

Par ailleurs, J. Poly, fin politique, n'était pas insensible à quelques critiques émanant de l'extérieur et qui commençaient à poindre sur un désengagement de l'Institut vis-à-vis du Développement Agricole.

Cette Commission a permis de mettre en évidence un autre malaise, chez certains chercheurs, à l'étroit dans leurs disciplines car leurs thématiques étaient jugées peu orthodoxes par leurs pairs.

Fin 1979, J. Poly a accepté la proposition de la Commission de créer un Département de Recherche sur les Systèmes Agraires et le Développement (SAD), lui donnant 5 ans pour faire ses preuves !

Le terme ambitieux de "systèmes agraires" traduisait la nécessaire ouverture sur les relations entre agriculture et environnement, sur la prise en compte de la territorialité des pratiques agricoles et du multi usage des espaces ruraux.

B. Vissac est nommé, par la Direction Générale, Chef de ce nouveau Département. Je suis nommé Directeur Adjoint.

Début Janvier 1980, se tient, à Toulouse, une Assemblée Constitutive, ouverte à tous les chercheurs intéressés par cette nouvelle création. Des chercheurs relevant des Départements d'Agronomie, de Génétique Animale, d'Economie manifestent leur intérêt et demandent leur rattachement au SAD.

Aux chercheurs SEI, se joignent donc des "transfuges" d'autres Départements. Par la suite, le personnel SAD s'enrichira avec le recrutement de jeunes chercheurs.

Des relations s'établiront par la suite avec l'Université, le CNRS, le Cirad...

A. Hentgen

ENSSAA participait à leur réalisation. Plusieurs de ses membres prenant des responsabilités particulières, notamment M. Petit et J.H. Teissier au Népal et ce dernier au Pérou. Une mention particulière doit être faite à une relation de plus de vingt ans qui s'est établie entre le SAD et l'INTA argentin. Cette instance était particulièrement intéressante car elle associait, dans le même organisme, recherche et vulgarisation, l'équivalent chez nous de l'INRA et des Chambres d'Agriculture. L'INTA souhaitait mettre en place, en tenant compte de son contexte, une structure de type SAD. Des chercheurs de l'INTA sont venus en France passer des thèses encadrées par le SAD et un programme de recherche a été mis en place avec une méthodologie du développement adaptée aux exploitations de moins de 500 ha dans la région de la Pampa dont E. Chia avait la responsabilité et que G. Dorado et G. Bravo suivaient sur place. Ayant toujours laissé un coin de cœur dans ce pays où je passais huit mois en fin de cursus de l'Agro et parlant couramment l'espagnol, je me suis fortement engagé avec E. Chia dans cette relation. D'autres y ont participé, M. Petit, C. Albaladejo, B. Hubert, J. Bonnemaire, B. Dedieu. De nombreuses relations étaient développées avec d'autres pays, notamment à l'est de l'Europe, avant et après la chute du mur (Hentgen, Deffontaines, Benoît).

D.P. — La création du Département SAD a abouti à des regroupements et à la mise en place de nouvelles Unités. Tu t'es retrouvé à la tête de l'une d'elles, peux-tu évoquer les problèmes qui se sont posés alors à toi ?

J.P.D. — Les chercheurs de l'INRA, qui adhéraient au nouveau Département, se sont réunis, en 1979, à Toulouse pour jeter les bases de leur Département. Il a fallu aborder de nombreuses questions en suspens : définir les orientations de recherche, régler les problèmes du personnel qui était nombreux et disparate (le SEI, mal considéré par la Communauté Scientifique de l'INRA, la stratégie de *Rebischung* avait consisté à multiplier le personnel dans les domaines pour faire obstacle à une liquidation), renforcer les relations avec les enseignants, s'interroger sur les missions des Domaines expérimentaux... Les Unités créées ont été celle de Paris-Grignon, sous la direction de Sébillotte, associée à deux domaines, Saint-Laurent et Alenya, celle de Toulouse, dirigée par Flamant, celle enfin de Versailles-Dijon, plus le Domaine de Mirecourt (VDM) dont j'avais la responsabilité. Les autres domaines ont disparu, une partie seulement de l'édifice de *Rebischung* ayant été conservé dans le SAD.

L'unité VDM se devait de trouver une cohérence entre les approches d'analyse de situation régionale et les activités expérimentales du Domaine de Mirecourt. Je dois avouer qu'au début j'ai considéré le Domaine comme une charge et une source de difficultés. Des expérimentations lourdes avaient été engagées. L'une d'elles portant sur les rotations avait été qualifiée de "dino-saure" en raison de ses dimensions démesurées. Il y avait 150 vaches, 250 ha, une quarantaine de personnes. Jusqu'à l'arrivée de Benoît, en 1985, date de son concours de Chargé, la gestion du Domaine était mal reliée aux activités d'enquêtes de Versailles et de Dijon, malgré les efforts de Teissier pour y remédier. Le personnel du Domaine ne reconnaissait pas l'intérêt de cette perspective. Benoît a su ouvrir le Domaine sur le Département et la Région et même sur certains pays voisins. Il a amorcé une gestion participative avec le personnel et progressivement un lien s'est construit entre ce que l'on pourrait appeler les équipes d'approche de terrain et les équipes expérimentales. Un réseau d'exploitations a été enquêté et suivi. Ces exploitations n'étaient pas uniquement vues comme des lieux d'application possible des résultats de la recherche mais comme des lieux où l'on pouvait découvrir des problèmes concrets posés aux éleveurs et aux agriculteurs et où il était possible d'observer des éléments de solution imaginés et mis en œuvre par les praticiens eux-mêmes. C'est d'ailleurs en 1988, par l'intermédiaire du Domaine de Mirecourt, qu'une question posée par la Direction de la Société Générale des Eaux Minérales de Vittel a été transmise à l'Unité VDM. Elle concernait le type d'agriculture à développer sur le site de protection de la Grande Source pour assurer un arrêt, voire une diminution du taux de nitrates dans les eaux minérales. Après concertation avec l'industriel, la formulation de la question était la suivante : "*Quelles sont les modifications de pratiques et de systèmes de production à mettre en œuvre dans les exploitations agricoles pour enrayer l'accroissement du taux de nitrates dans les eaux de sub-surface, et dans quelles conditions peuvent se réaliser ces changements ?*" Ce programme Vittel qui a duré jusqu'en 1994 est apparu un bon exemple de l'articulation possible entre les démarches hors et dans le Domaine. À Mirecourt étaient engagés des travaux sur les problèmes rencontrés dans

Juillet 1987. Département des Vosges, au nord de Mirecourt, Reconnaissance paysagère dans la comm.



les exploitations du Site : la gestion des déchets et les modes de pâturage des vaches laitières notamment. Les agents du Domaine ont élaboré des méthodes pour apprécier la qualité de l'eau sous les parcelles. Dans cette articulation le Domaine devient un atout exceptionnel dans une région comme la Lorraine, il donnait à nos approches micro régionales une crédibilité et une reconnaissance aussi bien du côté scientifique que du côté de la Profession Agricole et des autres secteurs d'activités. Les recherches fondées sur les enquêtes et les expérimentations ont connu une évolution, les travaux en situation ont été envisagés dans la durée avec la participation de professionnels sur place. Les expérimentateurs ont engagé des opérations moins sectorielles, comme celle sur le pâturage extensif libre (PEL). Ce problème se pose aux éleveurs dont les surfaces d'exploitations devenues plus grandes requerraient des choix en termes d'orientation des systèmes techniques de production. Le Domaine de Mirecourt est devenu un lieu de visites, d'échanges et de références pour nombre d'agriculteurs lorrains et non lorrains.

D.P. — Est-ce à dire que l'opposition qui était faite entre expérimentation et observation participative a eu tendance à s'atténuer ?

J.P.D. — Je crois qu'une complémentarité nouvelle s'est instaurée entre les deux. Le personnel de Mirecourt passe, aujourd'hui, une large partie de son temps de travail dans les exploitations vosgiennes et lorraines, ce qui donne une nouvelle finalité et un nouveau projet aux démarches menées dans les domaines. On assiste à un changement d'attitude à l'égard de la notion d'innovation. Les observations en cours, ou qui ont été faites sur le site de Vittel, dans les exploitations du Chatenois ou encore dans la Montagne vosgienne n'ont pas moins d'intérêt que les données obtenues dans le Domaine. Les discussions et les échanges de vues avec les conseillers des Chambres d'Agriculture, les responsables des Coopératives et avec les agriculteurs représentent un atout nouveau. Ce qui s'est passé à Mirecourt est observable, selon des modalités particulières, dans les autres domaines du SAD. La régionalisation des domaines leur a conféré une nouvelle vitalité et ouvert des perspectives. Une difficulté est d'assurer une production d'innovations ayant un caractère de généralité suffisante. Parmi les problèmes généraux qu'il faut aborder se situe notamment l'expérimentation des problèmes d'environnement, les pratiques de gestion territoriale et d'agriculture biologique. Contrairement à ce qui était annoncé, une grande diversité de systèmes de production subsiste. Quelle thématique retenir ? Pour faciliter cette imbrication de l'expérimentation et de la recherche en situation, il faut essayer d'associer, dans le domaine, une unité expérimentale et une unité de recherche. Mais il faut être conscient des difficultés que posent l'isolement régional et les masses critiques insuffisantes.

D.P. — Au cours de ta carrière tu as été conduit à changer souvent de terrains d'étude pour diversifier tes observations et procéder à des analyses comparatives. Le cheminement, que tu as suivi et qui t'a amené d'un endroit à l'autre, a-t-il correspondu toujours à une évolution de tes centres d'intérêt et de ta démarche ?

J.P.D. — Mon cheminement présente des continuités et des ruptures. Avec des modalités différentes, l'équipe à laquelle j'ai été associé a beaucoup travaillé dans les Vosges. Dès les années 1960 avec les CETA, puis avec la Chambre d'Agriculture dans le secteur de Rambervilliers, puis de la Haute Moselle. Ce travail a abouti à la publication en 1977 de l'ouvrage : *"Pays, paysans, paysages dans les Vosges du Sud"* dont une seconde édition a eu lieu en 1995. D'autres travaux ont été engagés dans l'ouest du Département sur l'évolution des surfaces en herbe et enfin sur la qualité de l'eau dans le secteur de Vittel.

Cette brève chronique montre le rôle croissant du Domaine de Mirecourt et une évolution des thématiques abordées. Au départ, ce sont les problèmes de viabilité des exploitations et les formalisations typologiques de la diversité des situations qui ont retenu l'attention. Les travaux ont mis alors en lumière le petit nombre d'agriculteurs "touchés" par le développement agricole. Puis sont apparues des préoccupations liées au territoire, notamment sa fermeture, avec l'extension de la forêt et des friches. Cette thématique est à rapprocher des préoccupations du Comité ECAR (1980-1982). Le programme Vittel a introduit les questions d'environnement et a mis en relation le monde agricole avec le monde industriel. Il convient de rappeler à ce propos le développement concomitant de l'analyse systémique pour étudier la complexité des situations observées et les apports en ce domaine de chercheurs comme J.L. Le Moigne, J. M. Legay et C. Millier.

Le chemin parcouru est loin d'avoir été linéaire. Il a été marqué par des éléments d'opportunités et a varié au cours du temps avec les moyens, les questionnements, les partenaires, les lieux, les échelles considérées. C'est dans ce contexte que s'est construite une approche du développement local. Personnellement dans cette évolution, ce qui m'a toujours habité, c'est la relation entre l'activité agricole et le territoire, c'est l'espace des pratiques. Mon interrogation générale était celle de la façon dont les hommes, notamment les agriculteurs, ont organisé et continuent à organiser leur territoire ; quels dispositifs, quelles structures, quelles dynamiques mettent-ils en œuvre à cette fin ? À quelles pratiques ont-ils recours ?

La problématique de l'espace s'est heurtée à des obstacles dans les années 1970 où la perspective technico-économique était dominante dans le collectif que nous formions : l'espace n'était considéré alors que comme un cadre d'étude. Le travail dans la Montagne vosgienne m'a donné l'occasion d'approfondir la thématique qui m'était chère. L'espace est devenu alors à la fois un produit et un facteur de l'évolution de l'activité agricole. Il était un élément actif, conditionnant les activités futures. Un ensemble d'exploitations agricoles, à un moment et en un lieu donné, produit et transforme un paysage agricole ayant des caractéristiques particulières, ouvert ou fermé, mité ou non... Ayant conscience que cet espace était aussi vécu, nous avons constaté que les perceptions différentes qu'en avaient les usagers jouaient un rôle dans les décisions techniques et économiques qui le concernaient. Si le paysage est devenu plus présent dans la conception que l'on se fait aujourd'hui du développement, c'est, je crois beaucoup à cause du Comité DMDR (1982-1986) qui accordait aux acteurs un rôle central.

D.P. — Il me semble qu'à certains moments de ton parcours tu as eu recours à d'autres formes que l'écrit pour exposer et faire connaître le résultat de tes recherches.

J.P.D. — Parmi les démarches engagées, nombreuses présentaient un caractère visuel qui rendait possible une mise en images. L'expression cinématographique m'est toujours apparue intéressante, notamment pour analyser et représenter les pratiques de production. En témoignent les films que nous avons réalisés pour comprendre comment un berger s'y prend pour conduire son troupeau au cours d'une journée et d'une saison d'estive : "*Auguste, berger corse*" (1982), réalisé avec C. Raichon, de Verneuil et Rouso et "*L'espace d'un berger. Pratiques pastorales dans les Ecrins*" (1989), réalisé par Garabedian de l'ENS sous notre direction, E. Landais et moi, avec I. Savini. Je dois beaucoup dans ces initiatives à M. Mallet qui utilisait, au début des années 1980, le film et la vidéo dans le Briançonnais et le Queyras comme moyen d'analyse du comportement des populations locales.

Le film est d'abord un moyen de rendre compte des façons de faire d'un praticien, pour cela il oblige à une construction cohérente des séquences de l'action. Il modifie les modes d'observation. Avec la caméra on est tenu de saisir les relations que l'éleveur entretient avec ses bêtes et son troupeau, avec les outils qu'il utilise et avec le territoire qu'il exploite. L'image est exigeante sur le geste. Celui-ci doit être intelligible. On ne retrouve pas cette même exigence dans le recueil de témoignages. Le film est aussi un moyen de communiquer. Deux difficultés sont apparues, relatives à cette fonction. La première est qu'un film n'est pas considéré comme une publication scientifique. Dans la communauté scientifique, l'image est peu appréciée, elle va jusqu'à dévaloriser un article de recherche. Cela change, il est vrai, actuellement. Mais il demeure difficile de présenter un film en soutenance de thèse par exemple. Une seconde difficulté est venue de la prise de conscience que réaliser un film est un métier et que les exigences de qualité de l'image supposent des compétences particulières.

Juillet 1982. Dans la Castagniccia en Corse. Tournage du film "Auguste, berger corse".

Nous avons réalisé "Auguste, berger corse" en exprimant ce que nous souhaitions mais la médiocre qualité technique a considérablement réduit les possibilités de diffusion.

Nous avons eu fréquemment recours à la photographie et avons cherché à voir en quoi les documents mis en œuvre pour la recherche pouvaient devenir des outils de communication. Dans ce but nous avons créé un petit groupe intitulé "Images de recherche, images de communication" auquel



ont participé quatre ou cinq membres de l'équipe de Versailles, J.P. Darré, deux imagiers professionnels et D. Grail. Nous sommes partis d'un court montage de photos, réalisées par Y. Houdard, sur les problèmes de la gestion de l'eau dans les versants sud du Massif des Vosges. Nous souhaitions montrer que les modèles de maîtrise de l'eau mis au point dans les zones de plaines étaient totalement inadaptés aux pentes granitiques de la région, avec ses innombrables petites sources. À ce montage, la réaction des imagiers a été extrêmement défavorable. Face à cette critique, Houdard, un peu agacé, prenant une photo du montage s'est mis à expliquer ce que l'on avait fait et comment il était parvenu à une conclusion. Son propos a emporté l'adhésion unanime de son auditoire. Pour présenter nos images collectées au cours du processus de recherche il nous fallait, de toute évidence, introduire le chercheur et la recherche en train de se faire.

D.P. — Quelles sont les difficultés que ton équipe a rencontrées à l'INRA pour faire reconnaître le paysage comme objet de recherche ?

J.P.D. — Une difficulté avec le paysage est venue de sa double facette. Il est à la fois objet d'analyse et de connaissance et objet sensible qui dépend de la relation de chacun au territoire. Pour en faire un objet d'analyse, il faut évacuer les aspects sensibles, démarche que j'ai toujours trouvée difficile. Une façon de surmonter cette difficulté a été, pour moi, d'exprimer cette dimension sensible appréhendée comme une contrainte dans un autre registre d'activité, comme la sculpture. Depuis le début des années 1980, je travaille dans l'Atelier de B. Grassias. Je sculpte sur bois en m'inspirant des paysages variés observés au cours de mes activités de recherche. Aujourd'hui cette dualité entre la matérialité du paysage et sa composante sensible demeure pour moi objet de réflexion et de recherche. Le paysage n'est pas une notion familière aux agriculteurs : elle ne fait pas partie de leur culture, mais si le terme a peu d'échos chez eux, c'est une erreur de croire qu'ils sont insensibles aux formes spatiales qui participent à leur cadre de vie et de travail. J'ai toujours été frappé, notamment, par l'étonnante variété des termes qu'ils utilisent pour désigner les formes d'un labour ou la configuration d'un animal ou encore la silhouette d'un arbre fruitier ou d'une haie. Dans les Vosges, ce que nous avons désigné par le "peigné vosgien" est certainement lié à une nécessité d'utiliser les rares ressources fourragères disponibles, à un souci évident d'entretien ; mais elle répond aussi à un coup d'œil, à une esthétique particulière. Il y a dans le peigné vosgien un fait culturel indéniable, propre à une activité et à un lieu.

À chaque système technique correspondent des éléments paysagers spécifiques : l'intensif a ses paysages, l'extensif a les siens. Les relations qui se construisent dans le temps entre les systèmes et le paysage constituent bien pour moi un objet de recherche. Il y a des biais dans le paysage. Le peigné vosgien qui semblait, à première vue, le signe d'une agriculture en bon état de fonctionnement, s'est révélé au contraire, après analyse, annonciateur de systèmes en déclin. À l'inverse, des zones où "la brousse" semble gagner et préluder à une déprise peuvent s'avérer l'expression de systèmes extensifs raisonnés et durables. Les distorsions qui peuvent apparaître entre la réalité vécue et ses aspects visuels imposent la confrontation à d'autres sources d'informations. Le paysage pose plus de questions qu'il n'en résout, mais il pose de bonnes questions.

D.P. — Au début de ta carrière, tu as abordé l'étude de sujets qui ne retenaient guère l'attention de tes collègues à l'INRA. N'as-tu pas l'impression en voyant tous les travaux qui sont consacrés de nos jours aux terroirs et aux paysages d'avoir été quelque peu rattrapé par la mode ?

J.P.D. — Ta question renvoie à celle que G. Paillotin m'avait posée à la fin des années 1990 : "*Vous avez été en avance sur certains sujets, mais quelle est votre avance aujourd'hui ?*" Il est assurément plus confortable de conduire des recherches sur des thèmes qui sont dans le vent mais j'ai l'impression que ce qui est retenu aujourd'hui par la mode reste en décalage avec ce que je cherche à faire. C'est clair pour le paysage. On assiste aujourd'hui à un retour en force du paysage dans le discours commun. Il est devenu une préoccupation dans nombre d'Institutions mais ce sont surtout les aspects esthétiques qui retiennent l'attention, la facette sensible dont je parlais. Il me semble que la dimension matérielle des paysages, la lecture qu'ils permettent de la complexité des lieux, de leur fonctionnement et de leur dynamique, restent largement encore en dehors des préoccupations actuelles. Il convient d'établir un lien entre ces deux dimensions du paysage. Le travail que B. Jeannin, à Versailles avec son équipe, a entrepris sur une typologie des surfaces en herbe dans l'étagé sub-alpin du Massif est une initiative intéressante dans ce domaine. Il utilise des indicateurs visuels pour caractériser les formes de la végétation herbacée (texture en mottes, larges feuilles, couleurs...). L'objectif principal est l'amélioration de la gestion technique de ces surfaces mais un deuxième objectif est apparu en termes paysagers, les indicateurs visuels pouvant être conçus comme un moyen de répondre aux questions soulevées par des acteurs de la montagne sur le paysage.

Les interrogations adressées à la recherche évoluent et changent de nature mais l'approche par le fait technique demeure à mon sens une démarche pertinente pour relier, sur un même espace, les exigences écologiques et sociales. La thématique générale "milieu technique et société" (MTS) demeure nécessaire. Il faut repenser le fait technique et sa place dans le développement durable. La notion de système technique, développée par P.L. Osty, garde de ce point de vue, toute sa pertinence.

L'interdisciplinarité est aujourd'hui à l'ordre du jour. Tout le monde en parle, en proclame les bienfaits, les Institutions de Recherche notamment, mais dans la réalité l'articulation entre les approches biotechniques avec celles relevant des sciences humaines indispensable dès lors qu'il est question de développement durable, demeure, dans la plupart des cas, de l'ordre du discours et de la façade.

D.P. — Pendant longtemps tu t'es intéressé aux zones montagneuses. Tes travaux concernent, de nos jours, des régions de plaines "plus civilisées", celle de Vittel ou le Vexin Français. Ce changement de terrain t'a-t-il été imposé par les circonstances, ou par de nouveaux émules de D.R. Bergmann, ou a-t-il correspondu seulement à un changement plus profond de ta problématique ?

J.P.D. — Les agricultures en difficulté se retrouvent aujourd'hui partout, non seulement dans les zones de montagne. En montagne il existe par endroits des agricultures "qui marchent". Si nous avons centré sur elles nos observations, ce n'est pas par souci de rechercher la difficulté pour la difficulté, mais parce qu'elles sont des lieux où l'on peut observer des formes nouvelles d'activités multiples et des productions agricoles originales et diversifiées. Entre les mailles des grandes exploitations, celles de moins grandes tailles jouent encore un rôle majeur dans la dynamique des territoires, des équilibres biologiques et bien sûr des paysages. Ces formes d'agriculture sont peut-être mieux à même de remplir certaines nouvelles fonctions sociales. Les activités de "veille" sur la façon dont se réalisent ces ajustements sont indispensables pour concevoir et mettre au point de nouvelles pratiques ; elles préparent les changements à venir.

Le programme Vittel a été une étape importante dans la mesure où on a pris conscience de la nécessité de repenser les systèmes de production des exploitations en fonction de nouvelles contraintes et d'entreprendre des négociations avec de nouveaux partenaires. Il a obligé de concilier des objectifs de production et de protection sur des bassins versants occupés encore largement par des exploitations.

D.P. — En devenant plus "pointue", la science agronomique tend de nos jours à être de moins en moins compréhensive par l'ensemble des praticiens. Est-ce à un Département comme le SAD à élaborer, à leur

intention, une synthèse des enseignements qui peuvent en être tirés ? Mais cette prétention ne risque-t-elle pas de relancer les attaques des autres Départements de l'INRA, la synthèse posant plus que l'analyse, des problèmes de légitimité ?

H.B. — Je crois que le programme de recherche engagé dans la région de Vittel répond partiellement à ta question. En effet, il permet la mobilisation de savoirs "pointus" de l'INRA ou d'autres Institutions de recherche. Les contributions de l'hydrologue, D. Zimmer du CEMAGREF, des pédologues F. Gras du CNRS ou de D. Tessier de l'INRA se sont avérées essentielles. Ce dernier s'est retrouvé plus tard avec M. Tercé dans un programme de recherche effectué dans le Vexin français. Ce type de relation entre des chercheurs du SAD et des chercheurs de Départements plus fondamentaux de l'INRA ou du CNRS est essentiel. Le maillon SAD me paraît pertinent pour développer ces relations ; non seulement pour assurer le transfert du savoir de la recherche mais pour faire "remonter" le savoir des pratiques et assurer une confrontation entre les deux savoirs.

D.P. — **Y a-t-il à l'INRA des chercheurs qui poursuivront après ton départ à la retraite le type de travaux que tu as initiés ?**

J.P.D. — J'ai surtout animé des petits groupes de recherche. Je pense que ce sont dans de tels groupes que se poursuivront les réflexions engagées mais bien sûr avec des problématiques appelées à évoluer. Je pense à des collègues de l'INRA, comme P.L. Osty, M. Benoît, S. Lardon, J. Baudry, P. Thinon, E. Chia, A. Mathieu, A. Langlet, P. Morlon, d'autres comme E. Landais, J. Brossier, B. Cristofini ont actuellement bifurqué dans d'autres directions. A la suite de ce parcours je pense à toutes les personnes qui ont contribué et aidé, de façons très diverses, aux projets de recherche auquel je participais.

Curriculum vitae sommaire

- 1961-1965 : Assistant à la Chaire d'Agriculture de l'INA
- 1966 : Docteur en Géographie
- 1984 : Directeur de Recherches INRA (Institut National de la Recherche Agronomique)
- 1996 : Membre de l'Académie d'Agriculture
- 1997 : Directeur de Recherches émérite
- 1980 à 1998 : Responsable du Laboratoire VDM du Département Systèmes Agraires et Développement (SAD) de l'INRA
- 1975 à 1986 : Membre des Comités Scientifiques de la DGRST : Équilibre et Lutte Biologique (ELB), Gestion des Ressources Naturelles Renouvelables (GRNR), Écologie et Aménagement Rural (ECAR), Diversification des Modèles de Développement Rural (DMDR). Membre du Comité Espace et Cadre de Vie du Secrétariat Général à l'Environnement et du Comité Land Use de la CEE.
- Depuis 1992 : Membre du Comité de Rédaction de la Revue *Natures Sciences Sociétés*.

